

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Diane Sainsbury, éd. 1994. *Gendering Welfare States* . Sage Publications.

par Claude Martin

Lien social et Politiques, n° 36, 1996, p. 151-152.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017723ar>

DOI: 10.7202/017723ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'importance d'un tel courant s'est affirmée depuis la décennie 1980 et la prépondérance du « discours familial » dans la campagne électorale de 1996 témoigne de son hégémonie dans les États-Unis de cette fin de siècle.

Paradoxalement, cependant, nous n'avons pu trouver aucun ouvrage récent qui présente une analyse critique du courant *Pro-Family*. Toutefois, le livre de Kathryn Keller, sans y être spécifiquement consacré, retrace de façon éloquent l'action qu'ont menée les forces conservatrices pendant les années 1980 pour inciter les mères à se consacrer plus exclusivement à leurs enfants.

L'ouvrage s'ouvre sur des données statistiques révélatrices de tout le contexte nord-américain du dernier demi-siècle : entre 1950 et 1994, le pourcentage de mères d'enfants de moins de six ans inscrites sur le marché du travail est passé de 12 à 75 pour cent. Cette évolution rapide a bien entendu impliqué des changements fondamentaux dans la famille et la définition des rôles sexuels, et l'intention de l'auteur est de comprendre comment les idéologies qui rationalisaient le développement de ces nouvelles circonstances de la vie familiale ont pu déboucher sur un consensus public et comment les nouveaux rôles des femmes ont pu être publiquement légitimés. C'est par le biais de l'analyse de contenu des magazines féminins les plus populaires aux États-Unis que Keller entend répondre à ces questions : *Ladies' Home Journal*, *McCalls* et *Good House-keeping*, revues comptant chacune un lectorat de plus de cinq millions de personnes, et *Parents*, qui atteint 1,5 million de lecteurs. L'analyse couvre une période de 40 ans (1950 à 1989).

Pendant les années 1950, le rôle de femme au foyer est encore considéré comme acceptable pour les femmes de la classe moyenne. Les magazines traitent à l'occasion du travail rémunéré des mères : il est considéré comme un signe de mésadaptation personnelle ; il est nocif pour les enfants, pour la société. La décennie 1960 inaugure les années d'interrogation. C'est la montée du féminisme (le livre de Betty Friedan paraît en 1963). L'activité professionnelle des mères commence à être admise, non pour des motifs de satisfaction personnelle, mais pour le bien-être des membres de la famille. Puis, durant les années 1970, les magazines féminins mettent la mère tra-

vaillouse « sur un piédestal », selon l'expression de Keller. Considéré comme tout à fait légitime, le travail procure aux femmes un sentiment d'accomplissement personnel qui fait d'elles des mères plus attentives et plus stimulantes pour leurs enfants. Mais si cette orientation des femmes vers le marché du travail a son impact sur la vie familiale (participation accrue des enfants aux tâches domestiques, apparition du « nouveau père », plus présent aux enfants), les rôles masculins et féminins ne sont pas présentés comme fondamentalement changés : la mère conserve la responsabilité première de la maisonnée.

Les années 1980 marquent un retournement de la situation : « *The working woman who was the darling of the 1970's, became in the 1980's an appellation for a syndrome* » (p. 139). Alors que 45 pour cent des mères de jeunes enfants sont en emploi, les magazines féminins s'adressent simultanément à deux catégories de lectrices : les mères au foyer et les mères au travail. On leur fait comprendre que le soin et l'éducation des enfants comportent de telles exigences que seule une mère au foyer peut s'en acquitter. Les systèmes de garde sont présentés comme inadéquats : le développement des enfants n'y est pas assuré de façon optimale, les conditions sanitaires des établissements laissent à désirer, etc. Les mères au travail sont incitées à restreindre leurs aspirations, tant pour ce qui est de la vie domestique que pour ce qui est de la carrière. La double tâche est lourde mais il est tout à fait possible de s'en acquitter pour peu qu'on soit « raisonnable » : on suggère aux femmes d'envisager un emploi à temps partiel, voire à domicile, de demeurer à la maison après les naissances, bref d'emprunter une voie plus lente (*Mammy's Track*) pour avancer dans leur carrière. Les solutions proposées pour concilier maternité et travail sont toujours privées et relèvent de l'initiative des mères ; très peu d'articles suggèrent la revendication de meilleures conditions de travail ou d'un système de garde et d'accueil des enfants plus adéquat...

Largement alimentés par les experts des sciences humaines et de la pédiatrie, pendant la décennie 1980, c'est un double discours que tiennent les magazines féminins : cherchant à justifier deux styles de vie, celui de la mère travailleuse et celui de la mère au foyer, ils offrent à

leurs lectrices, dans un même numéro, un message tout à fait ambivalent, à l'image peut-être de la réalité, où les femmes s'obstinent à demeurer actives dans la sphère publique, malgré un système idéologico-politique conservateur qui cherche à reporter sur la famille et sur la sphère privée l'allègement souhaité des responsabilités de l'État.

Renée B.-Dandurand
INRS-Culture et société

• Diane SAINSBURY, éd. 1994.
Gendering Welfare States. Sage Publications.

L'analyse comparée des « régimes d'État providence » a connu un développement remarquable ces dernières années. Diane Sainsbury nous propose dans cet ouvrage collectif de faire le point sur les critiques formulées à l'égard des principales classifications ou typologies des États providences par les études féministes et par ceux qui adoptent l'angle du « genre » pour analyser le développement et les variations des dispositifs de protection sociale. En cela, elle invite à dépasser un clivage qui stérilisait le débat scientifique. Les contributions sont issues d'un atelier de l'*European Consortium for Political Research*, tenu à Leiden en 1993.

Dans les années 1970 et 1980, la plupart des travaux comparatifs sur le développement des États providences ont privilégié les déterminants politiques, en particulier le rôle des mouvements sociaux, ou plutôt de l'organisation et de la mobilisation des salariés (*Power Resources Approach*). Ces travaux se réfèrent à plusieurs unités d'analyse : l'individu, la classe sociale, le groupe professionnel, la génération, le ménage, mais négligent la catégorie du « genre ». Dans cette perspective, encore largement dominante, qui attribue au *Welfare State* une fonction de régulation de l'économie et de transformation de la stratification sociale ou de la structure des classes sociales, l'une des références majeures de ces dernières années est manifestement le travail de G. Esping-Andersen. Plusieurs chapitres du recueil abordent donc la discussion en partant de cette contribution (Bussemaker et van Kersbergen, Borchorst, Gustafsson, Daly). Ils proposent une nouvelle lecture de la *de-commodification* (démarchandisation) de la force de travail, notion centrale dans l'ouvrage d'Esping-Andersen, en mon-

trant que le « genre » est un concept essentiel pour comprendre la production et l'organisation des mécanismes de protection collective. Si cette variable est négligée, on ne parvient pas à saisir véritablement les différents équilibres entre marché, État et famille selon les pays ; on tient compte tout au plus des liens entre État et marché, pour apprécier lequel de ces deux pôles de protection domine selon les configurations.

La critique en termes de « genre » introduit donc, d'une part, la question familiale, sous l'angle de la division des rôles des sexes et de l'enjeu fondamental des tâches de soins, et, d'autre part, un autre mode de stratification, qui s'ajoute aux inégalités de classe prises en compte dans l'analyse d'Esping-Andersen. L'ouvrage réunit deux types de contributions : celles qui critiquent les modèles d'analyse dominants pour les amender et les améliorer, et celles qui proposent une alternative théorique à ces modèles en soulignant avant tout leurs lacunes, et ce en vue de proposer une autre classification. Pour autant, cette nouvelle classification ne diffère pas toujours aussi fondamentalement qu'il pourrait le sembler des propositions d'Esping-Andersen. Dans un certain nombre de cas, il semble que la question du genre soit plutôt un facteur supplémentaire, qui s'ajoute aux facteurs pris en considération dans la classification d'Esping-Andersen (soit la division capital-travail dans les systèmes de production capitaliste et les répercussions du développement de systèmes de protection collective sur la relation entre travailleurs, travailleuses et marché). Si cette critique introduit bien une autre dépendance que celle du travailleur au marché, fondée sur la différence de genre, les différents types ou régimes de *gendered Welfare* manquent néanmoins toujours de nuances et posent, tout autant que la classification d'Esping-Andersen, un problème normatif, dans la mesure où ils font du modèle social-démocrate universaliste le référent, l'étalon à l'aune duquel sont pensées toutes les autres configurations.

La plupart des chapitres s'appuient sur des données comparatives (Borchorst, Gustafsson, Meyer, Siaroff, Bryson, Bittman et Donath). On remarquera simplement l'absence de la France, ce qui peut signifier deux choses : la difficulté de classer ce pays dans les modélisations, quelles qu'elles soient ; le faible

investissement scientifique de ce secteur de l'analyse des politiques publiques. Pour penser les configurations intermédiaires, comme la France ou les Pays-Bas (voir le chapitre de Bussemaker et van Kersbergen), par exemple, ne serait-il pas plus adapté de privilégier des perspectives plus historiques ou généalogiques ? Quoi qu'il en soit, il faut saluer cette excellente synthèse-discussion qui, si elle était traduite, pourrait peut-être inciter les francophones à investir plus dans l'avenir ce fructueux champ de recherche.

Claude Martin
CNRS et ENSP, Rennes

• **Paul PIERSON. 1994. *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*. New York, Cambridge University Press, 213 p.**

La lecture de ce livre, quelques semaines après la mise à mort du programme fédéral d'aide aux familles avec enfants dépendants (AFDC) par le président Bill Clinton, est révélatrice des politiques de désengagement de l'État providence. En effet, Pierson soutient que le désengagement de l'État providence ne peut pas être analysé de la même façon que son expansion, car les tenants du désengagement doivent agir sur un terrain politique que l'État providence a lui-même transformé. Cette thèse apporte des nuances importantes à l'analyse de la question. D'abord, certains programmes sont plus vulnérables que d'autres. En deuxième lieu, les stratégies de désengagement peuvent être classées en trois catégories : stratégies de manipulation de l'information à l'égard des changements, stratégies de division et stratégies de compensation. Troisièmement, les changements apportés n'ont pas été aussi profonds que l'auraient souhaité les gouvernements Reagan et Thatcher, d'où une distinction entre désengagement programmatique et désengagement systémique. Toutefois, ces changements ont eu comme conséquence de paver la voie à long terme pour d'autres mesures de désengagement. En d'autres termes, l'accumulation des transformations apportées aux programmes sociaux constitue un des héritages les plus lourds des époques Reagan et Thatcher, car elle ouvre la porte à une série d'initiatives qui peuvent à long

terme modifier le système d'État providence.

Cet ouvrage est divisé en sept chapitres. Après avoir exposé ses définitions du désengagement de l'État providence, Pierson présente son orientation néo-institutionnaliste. Les chapitres trois (pensions pour personnes âgées), quatre (politiques du logement) et cinq (politiques de soutien du revenu) constituent la partie empirique de l'étude. Le sixième chapitre évalue le succès relatif des politiques de désengagement et le dernier explicite les nuances mentionnées en introduction et souligne à juste titre que « *policies produce politics* » (169).

Le chapitre cinq se situe plus directement dans le cadre de la problématique de ce numéro. Pierson y examine les politiques de désengagement à l'égard de l'AFDC aux États-Unis et à l'égard des programmes *Child Benefit* et *Family Credit* en Grande-Bretagne. Dans les deux cas, la structure des institutions politiques formelles a été utilisée afin de promouvoir des changements radicaux. Cependant, les deux gouvernements n'ont pas pu apporter toutes les modifications qu'ils désiraient. Aux États-Unis, le fait que le programme AFDC soit un programme partagé et décentralisé entre le gouvernement fédéral et les États l'a rendu vulnérable. Le gouvernement fédéral s'est employé à maîtriser les techniques de contrôle de responsabilité et de compétition entre les États afin d'appliquer des modifications. À l'inverse, en Grande-Bretagne, la centralisation du programme *Child Benefit* fut son point faible, ce qui a permis au gouvernement d'apporter des modifications en camouflant les initiatives de désengagement ; toutefois, la centralisation a bloqué les mesures visant à transformer le *Family Credit*.

La structure des institutions politiques formelles constitue la variable la plus déterminante dans l'analyse de Pierson. Cependant, comme il le note, l'organisation générale des programmes sociaux, c'est-à-dire la nature résiduelle de l'État providence aux États-Unis et en Grande-Bretagne, est tout aussi importante pour comprendre les stratégies utilisées. Par ailleurs, son analyse montre que les groupes d'intérêt et les coûts politiques (soutien de l'électorat) expliquent en partie le succès ou l'insuccès des stratégies, qui n'ont toutefois pas touché au même degré chacun de ces programmes.